

Comment interpréter l'économie Informelle

Mohamed SADEG

Résumé

L'économie informelle est une réalité qui existe essentiellement dans les pays du Sud mais qui commence à émerger dans les pays du nord, notamment en Europe. A l'échelle mondiale, environ la moitié des travailleurs sont insérés dans l'économie informelle. L'ampleur du phénomène dépend de la définition que l'on lui donne. L'OCDE la réduit au travail au noir. Elle évalue l'économie informelle de ses membres à environ 2,5% du PIB. La définition retenue par la majorité des pays, repose sur le critère de non respect des règlements fiscaux et sociaux par des activités économiques marchandes.

En Algérie, l'économie informelle représente 40% du PIB. Les secteurs les plus touchés sont le textile, l'agroalimentaire, les matériaux de construction et maintenant, le danger plane sur l'agriculture pour surligner l'ampleur de cette économie informelle. L'épanouissement de l'informel s'est non des carences au niveau des politiques économiques mises en place par les pouvoirs publics durant les années 70 et 80. L'informel est apparu donc comme une réponse au système rigide existant, c'est un nouveau mode de création d'emploi.

L'économie informelle est un phénomène qui menace le développement économique. L'économie informelle et la contrefaçon freine les investissements et surtout l'investissement étranger. Notre économie ne peut devenir attractive aux capitaux étrangers dans un tel contexte où les règles minimales de transparence ne sont pas observées sur les marchés.

Mots clés : *Economie informelle, contrefaçon, PIB, concurrence, développement économique, investissement, IDE, fisc, patente.*

L'économie informelle est ce type d'économie qui n'est reconnue ni par les Etats, ni par les Institutions internationales. C'est une économie fantôme qu'on perçu et qu'on ne saisi pas, ni les Etats ni les institutions ne peuvent le faire.

C'est une économie qui est en dehors de la règle concurrentielle et légale. Un marché où on n'utilise ni chèque, ni facture et on ne paie pas d'impôts. Ce phénomène défie les principes d'équité, de solidarité et de transparence.

C'est une économie qui pénalise les meilleurs compétiteurs et favorise les enrichissements par les réseaux de l'administration et de l'économie clandestine au détriment de l'enrichissement par les réseaux du marché et de la compétition ouverte.

L'économie informelle est une réalité qui existe essentiellement dans les pays du sud mais qui commence à émerger dans les pays du nord, notamment en Europe. Elle regroupe des activités très diverses et emploie la majorité des travailleurs qui y trouvent des occasions de survie.

A l'échelle mondiale, environ la moitié des travailleurs sont insérés dans l'économie informelle, laquelle, dans certains pays comme le Bangladesh, le Mali, le Népal et le Pakistan, représente 70 % de l'emploi total. L'économie informelle s'est accrue à une vitesse inattendue partout dans le monde.

Dans les pays industrialisés, certains auteurs limitent cette économie aux activités qui n'observent pas la réglementation économique, fiscale ou sociale, l'assimilant au "travail au noir". Ce travail au noir se rencontre essentiellement dans les services personnels (ménage, coiffure, baby-sitting, la récolte de fruit, la confection, etc).

L'ampleur du phénomène dépend donc de la définition que l'on lui donne.

La vision minimaliste, est celle de l'OCDE qui la réduit au travail au noir. Elle évalue l'économie informelle de ses pays membres à environ 2,5% du PIB en 2007. En France, elle avait atteint 4% du PIB, l'Italie estimait son économie informelle à 17% du PIB.

La définition retenue par la majorité des pays, repose sur le critère de non-respect des règlements fiscaux et sociaux par des activités économiques marchandes caractérisant, ainsi, l'économie informelle.

C'est donc l'évaluation basse (2 à 3% du PIB) dans les pays industrialisés sans commune mesure avec celle concernant les pays en développement qu'il faut retenir. Au Nigeria, par exemple, l'économie informelle représente aujourd'hui 77% du PIB.

Quel rapport avec l'Etat

L'opposition entre pays industrialisés et pays en voie de développement est particulièrement significative en ce qui concerne le rapport avec l'Etat.

Globalement, dans les pays industrialisés, l'économie informelle reste en marge d'une économie qui demeure structurée par des codes étatiques, même si des ghetto péri-urbains se sont développés, où l'économie illégale, particulièrement celle de la drogue, tend à s'autonomiser.

Dans de nombreuses régions du tiers-monde, l'économie informelle est tolérée, du fait de l'échec des politiques de développement, sinon promue.

Cela permet souvent de légitimer les autres aspects de l'informalité situés au cœur de l'Etat et des grandes entreprises comme la corruption, la collusion avec les narco-traficants, la fraude sur les cotisations sociales etc....

Pour les pays de l'est européen ils sont à la croisée des chemins. Malgré l'existence d'une forte base industrielle, l'économie informelle s'y est rapidement développée à partir de 1989 : non seulement les mafias, mais un grand nombre de sociétés privées échappent à la loi, particulièrement en matière de commerce international et de paiement des cotisations sociales. Quant au petit commerce, il n'est que très peu contrôlé, l'Etat se tiers-mondise sous couverture de libéralisation.

Le développement de l'économie informelle dans le tiers-monde interroge alors les sociétés industrielles de l'ouest et de l'Est sur leur avenir : même si cela peut sembler résoudre à court terme des problèmes sociaux, (créer des emplois) laisser proliférer des activités économiques illégales constitue en effet une menace pour les sociétés qui se veulent démocratiques.

Toute une série de mesures ont démantelé l'emploi traditionnel. De plus en plus, les emplois ne sont plus décents, ni dignes. Il y a même des travailleurs pauvres dans les pays industrialisés. Ils ont des emplois mais avec des salaires extrêmement pauvres.

Ajoutons qu'un travailleur a plus d'occasions de rentrer dans l'économie informelle que d'en sortir. On estime que, au cours des 10 dernières années, 90% des nouveaux emplois en Afrique ont été créés dans l'économie informelle.

L'économie informelle en Algérie

L'économie informelle constitue le talon d'Achille de l'économie nationale. En Algérie, l'économie informelle représente 40% du PIB. Cela veut dire que des milliards de dinars échappent au fisc à travers ce fléau.

Les secteurs les plus touchés par ce qui est appelé «Trabendo» sont le textile qui vient en tête, l'agroalimentaire, les matériaux de construction et maintenant, le danger plane sur l'agriculture pour souligner l'ampleur de cette économie informelle.

En fait, l'économie informelle a toutes les chances d'exister dans un pays comme l'Algérie où une partie importante de la société est exposée au chômage et à la pauvreté et n'a par conséquent, d'autres recours, que ce mode d'économie et les solutions de rechange qu'elle offre.

L'épanouissement de l'informel s'est nourri des carences au niveau des politiques économiques mises en place par les pouvoirs publics durant des années et surtout les années 70 et 80.

L'informel est apparu donc comme une réponse au système rigide existant, c'est un nouveau mode de création d'emploi.

En Algérie, ce secteur emploie 1,78 million de personnes soit presque 22% pour une population occupée totale de 8,25 millions de personnes en 2007. En tenant compte de l'emploi informel dans le secteur informel et de l'emploi occasionnel de personnes qui déclarent travailler de temps à autre, l'emploi informel serait en réalité de 32% de l'emploi total.

Par ailleurs, le secteur commercial connaît une informatisation croissante, Ce secteur occupait 1.140.000 personnes environ en 2007, soit 14% du total des emplois 548.000 personnes travaillaient dans le secteur formel et 592.000 dans le secteur informel. Dans le secteur commercial environ 100.000 salariés n'étaient pas déclarés à la Sécurité sociale. Ajoutés aux travailleurs du secteur informel, ce serait ainsi près de 700.000 travailleurs du 1.140.000, soit plus de 60% qui n'étaient pas déclarés à la Sécurité sociale, sans compter les personnes qui déclaraient travailler de temps à autre dans le secteur commercial pour représentent 187.000 personnes. La place importante du secteur commercial, apparaît aussi dans sa contribution au produit intérieur brut (PIB) En 2007, le secteur commercial représentait 17% de la valeur ajoutée hors hydrocarbures et 25% dans l'excédent net d'exploitation hors hydrocarbure. Ceci dénoterait une plus forte rentabilité du secteur commercial comparée aux autres secteurs hors hydrocarbures. Le nombre d'entreprises commerciales est de 300.000

environ, se composant de 280.000 détaillants, 30.000 grossistes et 20.000 importateurs.

Une enquête d'opinion réalisée par l'Office national des statistiques (ONS), auprès de 780 chefs d'entreprises (380 publiques et 400 privées) qui porte sur le type et le rythme d'activité industrielle et non sur les productions, indique que 62% du potentiel de production du secteur privé ont connu un taux d'utilisation des capacités de production inférieur à 75%. Dans le secteur public, en revanche, près de 40% du potentiel de production installé ont utilisé leurs capacités de production à moins de 75%.

Cette enquête vient de rappeler la triste réalité de la contrebande et de la contrefaçon qui sont en train de prendre des proportions alarmantes. Ces deux fléaux constituent une menace de plus en plus pesante sur pratiquement, toutes les industries du pays. Nombreuses sources estiment que les produits de la contrebande et de la contre façon représentent plus de 50% du marché Algérien. Dans le secteur du textile par exemple, il flirte avec la barre des 80% asphyxiant complètement la production nationale.

Une production qui ne peut plus faire face, en matière de coût, à la concurrence des produits contrefaits importés frauduleusement et qui inondent littéralement le marché : la production cosmétique nationale sur ce même registre n'en mène d'ailleurs pas large, se réduisant chaque année comme peau de chagrin, pour cause de grosse méventes. La raison : la Chine, la Turquie, Dubaï.....constituent ,aujourd'hui, une destination privilégiée des gros importateurs algériens. Et il communément admit que la contre façon dans ce bassin d'importation représente 70% de la production.

Il y'a lieu de constater les très fortes pertes de parts de marché de l'industrie locale. Le déclin de la production du secteur public industriel s'accroît, celui du secteur privé suit la même évolution. Ce déclin selon l'étude du Forum des Chefs d'Entreprises (FCE), est dû en très grande partie de la concurrence déloyale. Cette évolution n'est pas imputable au manque de compétitivité des entreprises et leurs produits.

Dans la réalité, elle ne fait que refléter la part prise par le marché informel dans la satisfaction de la demande et celle accaparée

par les importations dans l'offre sur ce marché. Les importations en provenance de certains pays émergents augmentent considérablement, et ceci malgré le démantèlement tarifaire, vis-à-vis de l'union Européenne. Il faut relever que le différentiel entre le taux de change bancaire et le taux sur le marché parallèle demeure très élevé. Ceci s'explique par des transferts importants réalisés par des réseaux qui ont des ramifications dans les pays d'origine des importations, permettant ainsi de réaliser de véritable système de compensation.

Pour ce qui est des échanges de services, l'analyse met en évidence la croissance des importations des services qui a été encore plus importante que celle des importations de marchandises. Nos importations de services totalisent 20% des importations globales de biens et de services. Elles ont crû de 11% par an, en moyenne, entre 2000 et 2007. Par ailleurs, nos échanges de services sont structurellement déficitaires, Certaines activités des étrangers en Algérie ne servent que de tremplin pour les importations en provenance de pays d'origine, une situation susceptible de créer des conditions favorables à des pratiques commerciales déloyales (surfacturation ou sous facturation selon le cas, par des entreprises de pays d'origine).

Tous les ans, une enveloppe de plus de 600 milliards de dinars algériens, soit près de 8 milliards de Dollars U.S de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée, ne passe pas par le circuit formel. Cette valeur est utilisée chaque année. Dans le marché informel, échappant ainsi à l'impôt (taxes versées au trésor public) et aux cotisations de la caisse de Sécurité sociale.

Les revenus nets du secteur informel se situeraient entre 300 et 600 milliards de DA (17% de l'ensemble des revenus primaires nets des ménages), selon l'étude du FCE, le montant correspond à 13% du PIB hors hydrocarbures. L'étude évoque une perte de recettes budgétaires et de recettes pour les organismes de Sécurité sociale estimées respectivement à 42 milliards de DA pour L'IRG, 22 milliards de DA pour la TVA et 120 milliards de DA pour les prélèvements de Sécurité sociale.

L'économie informelle, en Algérie brasse des sommes colossales, met en œuvre de puissants réseaux et d'énormes moyens, elle concerne selon les dernières statistiques avancées par l'ONS 40% de l'activité commerciale. L'économie informelle est entrain d'aspirer

l'économie formelle. L'Algérie ne pourra pas avancer sérieusement sur la voie du développement économique et social si les pouvoirs publics ne consacrent pas rapidement des réponses efficaces et cohérentes à cette question.

L'économie informelle est un phénomène qui menace le développement économique. C'est un phénomène très dangereux, que les autorités doivent combattre.

L'économie informelle et la contrefaçon freinent les investissements et surtout l'investissement étranger. Notre économie ne peut devenir attractive aux capitaux étrangers dans un tel contexte où des règles minimales de transparence ne sont pas observées sur les marchés. Les investisseurs internationaux que l'Algérie souhaite voir s'installés massivement au sein de notre économie, ne viendront pas engager leurs ressources et leur savoir faire s'ils ne sont pas rassurés quant à la loyauté et à la prévisibilité de la concurrence à laquelle ils devront faire face. La discrimination en matière de fiscalité appliquée aux différents acteurs sur le marché, que le poids de l'économie impose aujourd'hui dans tous les secteurs d'activité, est une menace rédhibitoire pour l'investissement étrangers en Algérie.

Donc si on ne s'attaque pas aux causes profondes de l'économie informelle, on ne progressera pas durablement dans la voie d'un travail décent, reconnu et protégé et si on laisse la situation telle qu'elle est, l'économie informelle va se transformer en une économie maffieuse, qui peut menacer l'Etat lui-même.

Quelle réponse peut-on apporter à cette situation ?

Il existe un certain nombre de stratégies ou de méthodes qui devraient être suivies. Elles tournent autour de l'organisation et de la promotion de l'emploi décent. Des processus devraient s'engager pour une évolution progressive de l'économie informelle vers l'économie officielle. Qu'il y ait même des négociations avec les partenaires sociaux, syndicats, et patronats, des négociations qui incluent des aspects sociaux et fiscaux.

Il faut souligner que la responsabilité première de l'Etat est d'assurer la dignité de toutes les personnes qui vivent sur leur

territoire et surtout d'avoir une politique de redistribution des ressources et des richesses.

Pour l'informel qui nourrit les familles il devrait être rentabilisé à sa juste valeur et intégrer progressivement le circuit officiel et par voie de conséquence renforcer l'économie productive. Transformer cette économie informelle en économie formelle c'est à dire des mesures qui doivent être prises pour intégrer ou réintégrer ce secteur informel au sein des activités légales par :

1. La révision du système fiscale et la mise en place d'un système qui ne fait pas fuir les entreprises (impôts exagérés). Donc la révision du système fiscal avec une réduction des impôts au profit des entreprises va sûrement réduire l'évasion fiscale et les encourager à investir, innover et embaucher.

Contrairement à ce qu'avancent nos responsables en fiscalité, la PME algérienne est plus taxée que ses concurrents en Afrique du Nord et en Europe un IBS de 25% et une taxe sur les capitaux réinvestis de 15% constituent des taxes importantes. Il faut donc les revoir à la baisse, arriver peut être à 19% pour l'IBS, 5% pour les bénéfices réinvestis et 10% de taxe libératoire sur les bénéfices distribués. Ainsi, peut être devenir attractif au niveau international. Tout le monde le sait, trop d'impôt tue l'impôt. Donc dynamiser le secteur de la PME va sûrement contribuer à résoudre le problème de l'informel.

2. Réduire les cotisations, payer obligatoirement 35% de la masse salariale comme cotisation obligatoire est mortelle pour de nombreuses PME. Ceci explique les sous et les non-déclarations.

Nous avons plusieurs alternatives pour réduire les cotisations dont la plus importante nous semble "fixer un taux de cotisation compatible avec ce que payent les PME dans le monde surtout les entreprises de l'Afrique du nord et de l'Europe. Car ce seront les concurrents de demain (15 à 20% une moyenne raisonnable).

Par ailleurs, tout le monde, (patronat, UGTA et administration) s'accorde à dire que les cotisations CASNOS ne doivent pas être obligatoires pour les entreprises. Mais rien n'est fait en ce sens pour alléger le fardeau des PME. Nous

recommandons de supprimer le plus vite possible le caractère obligatoire des cotisations de la CASNOS.

D'une manière générale, les entreprises qui risquent, qui créent de la valeur ajoutée et de l'emploi doivent avoir un vecteur de taxe plus clément.

Les PME produisent 70% de la valeur ajoutée et créent plus de 60% d'emplois dans les pays développés.

3. L'assainissement du secteur financier. La faiblesse du secteur bancaire, peu concurrentiel et ne répondant pas aux attentes surtout du secteur privé.

Les banques constituent la contrainte la plus importante au développement des PME. En Algérie, on alloue mal les ressources. La vaste majorité des ressources vont vers l'importation de produits non essentiels au développement. Il est quand même curieux que celui qui désire par exemple importer des assiettes n'aura aucun problème à obtenir un crédit, alors que celui qui désire les produire sur place, aura toutes les peines du monde à se faire financer par les banques.

Le mécanisme bancaire explique pourquoi les importations grimpent à un rythme effarant, alors que les exportations peinent à se développer.

La relance de l'investissement, à travers les ressources dégagées, doit s'orienter en priorité vers la création et le développement de la PME.

La PME crée plus d'emplois, a un effet multiplicateur plus important et densifie à long terme le tissu industriel.

4. Aider les jeunes à créer leurs entreprises et leurs emplois surtout les jeunes diplômés par la réduction du capital social de la société par action au DA symbolique. De même que le domicile peut devenir le siège de la société. Ce sont là des mesures pratiques pour créer l'entreprise et l'emploi.
5. la lutte contre la bureaucratie en tentant de réduire le nombre de jours, 27 aujourd'hui, pour l'obtention du registre de commerce
6. L'utilisation de la patente comme moyen de paiement d'impôt pour les jeunes.
7. L'organisation du marché national, l'Etat doit reprendre son rôle pour assainir la situation puisque 65 sites sont déjà recensés comme des marchés informels.
8. nous avons déjà souligné la responsabilité de l'Etat d'assurer la dignité de toutes les personnes qui vivent sur son territoire,

il faut donc prévoir une prime de chômage pour tous ceux qui n'arrivent pas à décrocher un emploi ou créer son entreprise, cette prime peut représenter $\frac{1}{3}$ du SMIG. Il faut donc relever le niveau de vie de la population.

9. Nous pouvons également intégrer les buts de lutte contre l'informel à travers des coupages de communication et montrer les jeunes qui ont réussi.

Nous pouvons dire en conclusion qu'il est nécessaire inculquer l'esprit d'entrepreneurship et le compter sur soi aux algériens surtout les jeunes. Il nous faut une politique de communication pour renverser les valeurs. L'informel est montré comme un modèle de promotion et de réussite sociale, un trabendiste est plus côté dans la société algérienne qu'un professeur d'université. Il est nécessaire de remettre cette situation.

D'une manière générale, l'informel de survie doit être déconnecté des réseaux mafieux, donc l'intégrer avec souplesse dans le giron de l'économie légalisée, et ceci entre dans le plan de développement et le programme de lutte contre la pauvreté, par contre les activités criminelles et les réseaux mafieux la lutte par tous les moyens doit être sans merci.

Notes

1. Banque Mondiale (BM) ; Revue des dépenses publiques (RDP), 2005-2006
2. Bouyacoub, A(2003), la privatisation de l'économie sans la privatisation des entreprises publiques en Algérie, colloque international «Dynamiques institutionnelles et privatisation en Algérie «CR»SEA, université de Picardie, AMENS, 16-17 Octobre 2003
3. Fonds monétaire international (FMI), perspectives de l'économie mondiale ; avril 2006
4. Forum des chefs d'entreprises (FCE), enquête 2008
5. MENA : Pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord
6. Office national des statistiques (ONS), enquête 2007 revue des dépenses publiques (RDP) 2005-2006 Banque Mondiale(BM).